

[Le 4 février 2021]

Agir pour ne pas subir !

Emploi - Salaires - Protection Sociale

La crise sanitaire que nous vivons depuis plus d'un an affecte profondément le monde du travail.

Les milliards distribués pour tenter de sauver l'économie s'accompagnent d'un discours gouvernemental et patronal à peine voilé : **Un jour prochain il faudra payer la note !**

Inutile d'être grand clerc pour deviner qui devra faire une nouvelle fois des « efforts » pour redresser les finances publiques.

D'ores et déjà des centaines de milliers de salariés, actifs et retraités, subissent de plein fouet la crise sociale par la perte d'emploi, le gel voire la baisse de salaire, le développement de la précarité et de la pauvreté etc... Si les activités de défense sont présentées par la ministre des Armées comme un secteur d'activité « préservé » la réalité est tout autre. Le gel de salaires perdure, les emplois stables se raréfient au profit des emplois précaires, les restructurations se poursuivent tant dans les établissements publics que dans les entreprises privées.

Si rien n'est fait pour imposer d'autres choix il est à craindre que le plus dur reste encore à venir pour les salariés.

Depuis le début de cette crise, la CGT n'a cessé de le marteler : le « monde d'après » ne pourra ressembler au « monde d'avant ».

Il est nécessaire d'inverser les priorités et de placer enfin les besoins de tous au centre de ces priorités.

Les restrictions successives décidées unilatéralement par le gouvernement entraînent des atteintes aux libertés et aux capacités des personnels à se mobiliser pour leurs revendications.

Il est cependant évident que si les salariés ne prennent pas leur avenir en main, le risque est majeur qu'à l'avenir les choses changent mais ...en pire !

La CGT avec d'autres organisations syndicales a décidé de faire du 4 février la nouvelle étape d'une mobilisation qui doit se construire dans la durée.

Agissons donc pour exiger notamment :

- L'arrêt du gel des salaires dans le secteur privé comme public, pour les actifs comme les retraités.
- La mise en place des 32H00 pour maintenir et développer l'emploi.
- Le renforcement des services publics notamment ceux de santé.
- Le réinvestissement et la relocalisation de nos moyens industriels
- L'arrêt de la casse de notre système solidaire de protection sociale

Le 4 février ne laissons pas nos dirigeants utiliser la crise sanitaire pour porter durablement atteintes à nos acquis.

Montreuil, le 20 janvier 2021

Mettons la grève en débat
et manifestons tous ensemble pour exiger d'autres choix